

Bruxelles, le 26 juillet 2006

La Commission et la Présidence se rendent au Moyen-Orient les 27 et 28 juillet

Le ministre des Affaires étrangères finlandais, Erkki Tuomioja, et Madame Benita Ferrero-Waldner, membre de la Commission chargée des relations extérieures et de la politique européenne de voisinage vont se rendre au Moyen-Orient pour y avoir des entretiens avec des personnalités en Israël, dans les Territoires palestiniens et au Liban. Le représentant spécial de l'UE, Marc Otte, les accompagnera. Ce voyage constitue une première occasion pour l'UE de débattre avec toutes les parties du résultat de la conférence internationale de Rome. Jeudi, ils devraient rencontrer le Premier ministre Ehud Olmert et le ministre des Affaires étrangères Tzipi Livni. Ils iront à Gaza pour se rendre compte des conditions de vie sur place des civils palestiniens et voir comment fonctionne le mécanisme international temporaire mis au point par l'UE. Vendredi, le ministre et la commissaire rencontreront à Beyrouth le Premier ministre Fuad Siniora, le président du Parlement Nabih Berri et des représentants de la société civile. Leur visite se concentrera sur la crise humanitaire de plus en plus aiguë au Liban et à Gaza et soulignera la nécessité de mettre fin aux hostilités.

Représentant la présidence finlandaise, le ministre des Affaires étrangères Erkki Tuomioja a déclaré: "Devant l'aggravation de la situation humanitaire et alors que les hostilités se poursuivent, la frustration grandit en Europe face à l'absence de progrès pour mettre en place un cessez-le-feu et aborder les causes du conflit. L'UE doit prendre des initiatives et faire tout ce qui est en son pouvoir pour faciliter un retour à la paix. Cela comprend la volonté de participer à une force de stabilisation solide pour le Liban avec un mandat fort des NU. Il faut souligner aussi qu'il ne peut y avoir de paix durable au Moyen-Orient ni de sécurité pour les populations qui y vivent sans un engagement vis-à-vis du processus de paix qui mettra un terme à l'occupation comme précisé dans la feuille de route avec un État palestinien indépendant viable vivant en paix avec Israël."

À la veille de son départ, Madame Ferrero-Waldner a déclaré: "L'explosion de violence au Moyen-Orient a des conséquences tragiques pour les deux parties. Les souffrances des civils au Liban et en Israël sont inacceptables. La tuerie doit s'arrêter maintenant et nous appelons à la cessation immédiate des hostilités. Nous devons contrer l'escalade de ces deux dernières semaines, sans revenir à la situation antérieure. Je souhaite vivement discuter avec tous les partenaires de la manière de créer les conditions permettant d'installer durablement un cessez-le-feu. Les propositions avancées par le secrétaire général des NU comprenant une force de stabilisation permettraient de mettre fin à cette crise humanitaire grandissante". Elle a ajouté "L'UE fait tout ce qui est en son pouvoir pour aider les civils piégés dans le conflit, mais l'argent ne peut à lui seul résoudre les problèmes. Nous devons garantir l'entrée et la sortie du Liban, ainsi qu'un passage terrestre que peuvent emprunter en toute sécurité ceux qui tentent d'aider les plus vulnérables".

L'UE est extrêmement préoccupée par la situation au Moyen-Orient, en particulier par la détérioration de la situation humanitaire, par les dommages causés aux infrastructures civiles et par la perte de vies humaines des deux côtés.

L'UE condamne la prise d'otages et lance un appel pour la libération immédiate et inconditionnelle de ceux qui sont détenus. Les tirs de roquettes sur les villes et villages israéliens doivent cesser immédiatement.

L'UE reconnaît le droit d'Israël de se défendre, mais exhorte Israël à la plus grande retenue et au plein respect de ses obligations au regard du droit humanitaire international.

Cette visite est l'occasion de souligner le soutien de l'UE au Premier ministre libanais Fuad Siniora. Les résolutions 1559 et 1680 du Conseil de sécurité des NU doivent être pleinement mises en oeuvre, notamment le désarmement de toutes les milices.

L'UE apporte une contribution financière très importante pour alléger les souffrances de la population civile en ces temps difficiles. Elle a déjà annoncé 359 millions d'euros cette année en faveur des besoins de base du peuple palestinien et des actions sont en cours dans le cadre du mécanisme international temporaire mis au point par l'UE, pour fournir du carburant aux générateurs électriques pour les hôpitaux et les installations hydrauliques à Gaza.

Outre les contributions faites par les États membres de l'UE, la Commission mobilise une enveloppe de 20 millions d'euros au titre de l'aide humanitaire d'urgence en faveur du Liban et envisage un crédit supplémentaire en réponse à l'appel des NU. L'accord de l'autorité budgétaire (Parlement européen et Conseil des Ministres) est requis; la Commission présentera très prochainement une demande officielle de dégagement des fonds. L'objectif est de porter le montant total disponible à 50 millions d'euros.

La Commission européenne annonce aujourd'hui 11 millions d'euros pour aider à évacuer les ressortissants de pays tiers.

Il faut garantir un accès sûr pour les organisations humanitaires. L'UE prie instamment toutes les parties de respecter leurs obligations au regard du droit humanitaire international.

Pour plus d'informations:

Les relations de l'UE avec le Liban:

http://ec.europa.eu/comm/external_relations/lebanon/intro/index.htm

Les relations de l'UE avec Israël:

http://ec.europa.eu/comm/external_relations/israel/intro/index.htm

Les relations de l'UE avec la Cisjordanie et la Bande de Gaza :

http://ec.europa.eu/comm/external_relations/gaza/intro/index.htm

IP/06/1063: 11 millions d'euros pour évacuer les citoyens de pays en développement du Liban

IP/06/1064: Aide humanitaire en faveur du Liban: la Commission européenne engage 10 millions d'euros supplémentaires et envisage une enveloppe de 50 millions d'euros

SPEECH/06/468: Discours de Madame Ferrero-Waldner à la conférence internationale sur le Liban (Rome)